O.ND/af.nd

REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**

Le Ministre

838
N° 07985 /M.E.F.P.

/DP/DPG

Dakar, le

11 DEC. 1997

Madame le Ministre,

Je vous transmets, ci-joint, le projet de compte rendu de la réunion du 08 Décembre 1997 relative à la validation du Programme National de Lutte contre la Pauvreté pour avis et observations.

Je vous en souhaite bonne réception.

à

Madame Aminata Mbengue NDIAYE
Ministre de la Femme, de l'Enfant
et de la Famille
DAKAR

Le Ministre de l'Economie
des Finances et du Plan
Papa Ousmane SAKHO
Papa Ousmane SAKHO

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 08 DECEMBRE 1997 RELATIVE A LA
VALIDATION DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.**

Le lundi 08 décembre 1997, s'est tenue au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, sous la présidence de Monsieur Pape Ousmane SAKHO, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, une réunion ministérielle consacrée à l'approbation du Programme de Lutte contre la Pauvreté.

Ont participé à cette rencontre, les membres du Gouvernement ci-après :

- Monsieur Assane DIOP, Ministre du Travail et de l'Emploi ;
- Madame Aminata Mbengue NDIAYE, Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Monsieur Idrissa SECK, Ministre de l'Industrialisation, du Commerce et de l'Artisanat ;
- Monsieur Daour CISSE, Ministre de la Ville ;
- Monsieur Souty TOURE, Ministre délégué, chargé de la Décentralisation.

Ouvrant les travaux, Monsieur SAKHO a rappelé l'importance de ce programme qui est une réponse en direction des populations démunies qui, pour diverses raisons, n'arrivent pas à tirer profit des retombées de la croissance en raison du caractère complexe de sa diffusion au niveau micro-économique. Ce programme, qui tire sa substance du IX^o Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social, vient en complément des grands programmes sectoriels comme un facteur de correction à la base. La clarification de cette approche était bien nécessaire pour éviter des confusions possibles par rapport à nos partenaires au développement.

Après cet exposé liminaire, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan a présenté les grandes lignes du programme.

I. Présentation du Programme de Lutte contre la Pauvreté

1.1. Rappel du processus d'élaboration du programme

Avec la publication des résultats de l'ESP, mettant l'accent sur le phénomène de la pauvreté au Sénégal, les pouvoirs publics se sont engagés à formuler une stratégie en vue de renverser les tendances. Pour animer la réflexion, un Comité Consultatif, composé des représentants des services gouvernementaux et des bailleurs de fonds a été mis en place avec pour objectif d'appuyer le Gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie de lutte contre la pauvreté. Le Secrétariat de ce comité a été à mon département à travers la Direction de la Planification.

Le processus d'élaboration de la stratégie a été marqué par la tenue de séminaires de validation élargie à tous les acteurs concernés : administrations, ONG, secteur privé, syndicats, élus locaux, associations de base, etc. Ces rencontres ont permis à tous les participants de s'accorder à chaque fois sur le contenu des documents proposés et de partager une vision commune des problèmes et des solutions.

Le Gouvernement du Sénégal a adopté le 10 Mars 1997, le IX^e Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social 1996/2001. Ce document réaffirme la volonté des pouvoirs publics de faire de la lutte contre la pauvreté un des grands défis de la société sénégalaise pour les années à venir et propose la mise en place d'un grand Programme Spécifique de Lutte contre la Pauvreté (PNLP).

1.2. Objectif

Ce programme cherche à répondre aux besoins et préoccupations de ceux qui, pour diverses raisons, ne bénéficient pas des résultats de la croissance économique en raison de leur exclusion du processus de développement.

1.3 Zone d'intervention

Pour cela, Le programme va intervenir dans les zones les plus démunies à partir d'indicateurs socio-économiques tirés des Enquêtes auprès des Ménages réalisées par la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS). Le programme va toucher 19 départements, 35 communes et 229 communautés rurales.

1.4. Nature des actions

Ce programme multisectoriel composé en priorité d'un ensemble d'activités productives ciblées axées sur la promotion de micro-projets, la réalisation d'activités communautaires génératrices de revenus et la mise en oeuvre de Travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (HIMO).

Il vient en complément des Programmes de Développement Sectoriels mis en place par les Ministères techniques pour améliorer l'accès des couches sociales déshéritées aux services sociaux de base (éducation, santé, approvisionnement en eau potable,...etc). A cet effet, le programme prendra en charge, les besoins et préoccupations des populations et collectivités locales insuffisamment pris en compte par les programmes d'investissements sectoriels en fonction de la disponibilité des ressources et dans le respect des normes établies par les ministères techniques concernés.

Il va appuyer la décentralisation dans la mesure il cherche à renforcer les capacités des acteurs à la base (organisations de populations, collectivités locales et ONG/OCB, ...) dans la prise en charge des problèmes de développement au niveau local.

1.5. Démarche du programme

Le PNLN utilise une démarche inductive qui permet de concevoir les interventions à partir de la base. Elle vient compléter les mesures macro-économiques mises en oeuvre par le Gouvernement qui, par leur nature même, ne tiennent pas compte des rapports de cause à effet précis qui ne se manifestent qu'au niveau micro, et ne peuvent pas non plus, agir sur les cas

atypiques. A cet effet, le programme repose sur l'utilisation de l'approche participative qui permet aux populations et communautés bénéficiaires de participer effectivement à l'identification et à la mise en œuvre des options les plus pertinentes en fonction de la spécificité des différentes situations.

1.6. Composantes du programme

Le programme comprend les cinq (5) composantes ci-après :

1. Activités productives génératrices de revenus et créatrices d'emplois qui seront financées par une ligne de crédit qui sera mise à la disposition des promoteurs qui peuvent être des individus, des groupements d'individus et des collectivités. Les promoteurs doivent participer au financement de l'opération à concurrence de 10% de l'enveloppe financière requise.

2. Amélioration de l'accès aux services sociaux de base : Elle sera réalisée par la mise en place d'infrastructures communautaires en termes d'éducation, de santé et d'approvisionnement en eau potable. Ces activités seront financées sur la base de subventions. Les bénéficiaires sont essentiellement des groupements d'individus ou des collectivités locales. Les intéressés doivent participer à concurrence de 25% de l'enveloppe financière globale de l'investissement. La participation peut être faite sous diverses formes.

3. Amélioration du suivi des conditions de vie des ménages et renforcement des capacités des acteurs à la base. Cette composante permettra :

- la mise en place d'un système communautaire de suivi continu ;
- le renforcement de la capacité des services statistiques des ministères techniques ;
- le développement des capacités des ONG et OCB ;
- le renforcement des capacités productives des populations bénéficiaires.

4. Filets de sécurité, Actions sociale et civile.

La vocation principale de cette composante est de renforcer le système de prise en charge des groupes vulnérables. Cette fonction sera assurée par la mise en place d'un Fonds de Solidarité Sociale à statut privé. Ce fonds sera alimenté sur la base de contributions volontaires.

5. Promotion Economique des Femmes

Cette composante vise à renforcer les capacités organisationnelles et entrepreneuriales des femmes de façon à favoriser une plus grande participation de celles-ci à la vie économique et social au niveau local. Dans ce cadre, le programme va développer des activités visant à :

- faciliter l'accès des femmes à l'emploi productif ;
- améliorer la productivité féminine et ;
- faciliter l'accès des femmes aux services financiers.

1.7. Cadre institutionnel

Sur le plan institutionnel, le pilotage du programme sera caractérisé par un double souci de souplesse et de proximité. Au niveau national le programme sera supervisé par un Comité de Coordination et d'Orientation (COC) et un Secrétariat Technique de Coordination et de Suivi (STCS).

Le COC est une structure d'orientation des activités du programme, de validation des activités du STCS et d'approbation du budget du programme et des allocations budgétaires par région en faisant les arbitrages nécessaires. Il est présidé par le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et comprend tous les acteurs parmi lesquels les représentants des collectivités locales.

Le STCS est un organe technique de mise en oeuvre et de suivi des décisions arrêtées par le Comité d'Orientation et Coordination (COC). Il définit notamment les mécanismes opérationnels et les outils méthodologiques de coordination, d'analyse et de ciblage et assure le suivi de la mise en oeuvre du programme global et des programmes régionaux. Il est présidé par le Directeur de la Planification et comprend les représentants des acteurs indiqués ci-dessus.

Au niveau régional, il sera mis en place un Comité Régional de Coordination et d'Appui Technique (CRCAT) chargé coordonner les actions du programme dans la région sur la base des procédures, mécanismes et outils préalablement définis et superviser l'exécution des activités.

Au niveau départemental, un Comité de Coordination des Programmes Communaux (CCPC) sera mis en place pour coordonner les actions du programme dans les communes du département sur la base des procédures, mécanismes et outils préalablement définis ;

Au niveau de l'arrondissement, un Comité de Coordination des Programmes Locaux (CCPL) sera mis en place pour coordonner les actions du programme dans l'arrondissement sur la base des procédures, mécanismes et outils préalablement définis par le STCS.

1.8. Les actions en cours

L'exécution du PNLP se fera avec la participation de tous les acteurs sous la forme de programmes spécifiques réalisés au niveau décentralisé avec l'appui des partenaires au développement. Les activités du programme vont démarrer en janvier 1998 avec le Programme d'Appui du PNUD à la mise en oeuvre du PNLP et la mise en place du Fonds de Développement Local (FDL) dans la région de Tambacounda.

Pour le programme d'appui du PNUD, il est prévu quatre composantes pilotées chacune par une Unités d'Exécution. Il s'agit notamment de :

- *L'appui à l'amélioration des revenus des populations* : visant à jeter les bases du développement des activités génératrices de revenus dans les régions ciblées en aidant le Gouvernement à mettre en place une stratégie nationale de promotion de la Micro et Petite Entreprise (MPE).

- *L'amélioration des conditions de vie des populations urbaines* avec pour objectif de créer les meilleures conditions de vie et d'exercice de pouvoirs pour les populations urbaines dans certains quartiers démunis.

- *L'appui à l'aménagement et à la gestion de l'espace rural de Bambey* par : i) la fixation des populations dans des terroirs Lambaye et Baba Garage ; ii) le renforcement des capacités de gestion de la commune de Bambey et ; iii) l'ancrage du développement des Communautés rurales du département.

- *L'établissement d'une capacité de coordination et de pilotage du PNLP* en apportant un appui à la mise en place du dispositif institutionnel de mise en œuvre du programme et en renforçant le système d'information et de suivi des conditions de vie des ménages. Le Secrétariat Technique de Coordination et de Suivi (UASTCS) sera mise en place à la Direction de la Planification.

1.9. Finalisation du programme

Le programme doit être finalisé au plus tard durant le premier trimestre de l'année 1998. Il pourrait ainsi être soumis à nos partenaires au développement dans le cadre d'une table ronde à la fin du mois de Mars 1998. A cet effet, les activités ci-après seront réalisées :

- Etudes complémentaires pour l'amélioration du chiffrage du programme :
- Réalisation du manuel de procédures du programme
- Organisation d'ateliers de sensibilisation et d'information sur le PNLP :

Les activités de chiffrage et le projet de manuel de procédures seront soumis à des ateliers de validation regroupant tous les acteurs impliqués dans l'exécution du programme.

II. Discussions et décisions

A la suite de cet exposé, les participants ont salué à l'unanimité la qualité du travail qui a été fait . Ils ont également souligné la pertinence des stratégies proposées et l'opportunité d'un tel programme qui vise à une atomisation des micro-réalisations à la base, facteur essentiel de la consolidation et de la diffusion de la croissance. Ce programme, de l'avis des participants, est une réponse adéquate aux imperfections du marché.

Après des débats riches et fructueux, les participants ont décidé de responsabiliser davantage les Agences Régionales de Développement (ARD) dans la mise en œuvre du programme sur toute l'étendue du territoire régional.

Concernant la composante « Promotion Economique des Femmes », il a été retenu que les experts de la Direction de la Planification et ceux du Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille se retrouvent ultérieurement pour formaliser cette composante et lui donner un contenu approprié en s'inspirant des orientations définies par le IX^o Plan de Développement Economique et Social et des objectifs du Plan d'Action de la Femme 1997 -2001.

Pour ce qui est du Programme d'Appui du PNUD en cours de préparation, l'Unité d'Appui à l'Amélioration des Revenus, bien que logée au MICA, sera étroitement suivie par le Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE) alors que celle de l'Amélioration des Conditions de vie des Populations Urbaines sera logée au Ministère de l'Intérieur (Cabinet du Ministre Délégué) et bénéficiera de l'appui du Ministère de la Ville.

En ce qui concerne la contribution des bénéficiaires, elle sera déterminée en partant des expériences en cours et en tenant compte des capacités des différents bénéficiaires. Elle pourrait se faire sous différentes formes en fonction des situations spécifiques rencontrées sur le terrain.